Molenbeek (B) : un élu socialiste incapable de s’exprimer en français relance le débat sur la maîtrise linguistique des élus

23/10/2025 à 15h13



Mohammed Kalandar, échevin des Sports et de la Santé à Molenbeek-Saint-Jean, est au cœur d’une polémique après la découverte d’anciens propos extrémistes. Il tente de s'expliquer en français.https://t.co/5oGDNZAx00 https://t.co/aeSfGPRgqk pic.twitter.com/NJtfw25Nku

— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) February 20, 2025

La séquence, largement diffusée sur les réseaux sociaux, montre Mohammed Kalandar, échevin PS des sports à Molenbeek, peinant à lire une réponse écrite lors du conseil communal. Visiblement mal à l’aise, il bute sur chaque mot sous les rires et les commentaires outrés. « On ne comprend rien à ce qu’il dit, et probablement qu’il ne comprend pas lui-même le texte qui a été écrit pour lui », dénonce Marcela Gori (MR),

vice-présidente du CPAS d’Anderlecht, citée par *La DH*.

Issue elle-même de l’immigration – « je n’ai appris le français qu’à 13 ans » –, elle réclame désormais un **test linguistique obligatoire pour les élus communaux**, assorti de cours intensifs en cas d’échec. « On ne gère pas une commune avec Google traduction », tranche-t-elle. De son côté, Mohammed Kalandar, originaire d’Irak, se défend : il ne manquerait pas de compréhension mais souffrirait, dit-il, de troubles d’élocution.

Au-delà du malaise individuel, **l’affaire soulève une question de fond** : peut-on représenter des citoyens sans maîtriser les langues du pays ? Le MR veut faire de cette exigence un critère démocratique, là où d’autres y voient une stigmatisation. À Molenbeek, symbole des fractures communautaires et linguistiques de la Belgique, l’épisode agit comme un révélateur : celui d’un fossé culturel que ni les institutions, ni les partis, ne semblent plus capables de combler.

Le Soir